

N° 66/CA du Répertoire

N° 94-36/CA du Greffe

Arrêt du 19 Septembre 2002

AFFAIRE : AKITOYE Lawani Bouraïma

C/

Ministère des Finances

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date du 10 août 1993, enregistrée au greffe de la Cour le 16 août 1993, sous le numéro 168/GCS, par laquelle, le sieur AKITOYE Lawani Bouraïma, Inspecteur des Douanes, 06 BP 1034 Cotonou, a saisi la Chambre Administrative de la Cour Suprême d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la décision par laquelle le Ministre des Finances a implicitement rejeté la demande de « réintégration au Service des Douanes et Droits Indirects » formulée dans sa lettre du 10 mars 1993 suite à la note de service n° 035/MF/DC/CC/CP du 27 janvier 1992 dudit Ministre, le suspendant de ses fonctions ;

Vu la requête en date du 31 août 1994, enregistrée au greffe de la Cour le 07 septembre 1994 sous le n° 252/GCS par laquelle le susnommé, par l'organe de son conseil Me Narcisse Raymond ADJAI, avocat à la Cour d'Appel de Cotonou, carré n° 738 B Gbégamey, a par ailleurs saisi la Chambre administrative, d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre la lettre n° 263/MF/CC/CP du 05 avril 1994 du chef de cabinet du Ministre des Finances, lui notifiant sa rétrogradation de trois échelons ainsi que sa mise en débet pour une somme de sept millions neuf cent dix mille cent soixante deux (7 910 162) Francs, suivant les conclusions du conseil de discipline mis sur pied par arrêté n° 051/MFPTRA/DC/DACAD/D2 du 07 juin 1993 du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;

Vu les lettres n°s 99 et 111/GCS des 26 et 30 janvier 1996 par lesquelles lesdites requêtes, les mémoires ampliatifs et les pièces y annexées ont été communiqués au Ministre des Finances pour ses observations ;

Notifié L/m° 1588 - 1594/GCS du 26/12/2003
PG-es L/m° 1597/GCS du 26/12/2003

DE = Caratis

Enregistré à Cotonou le 24/11/03

Fo 38 Case 4297-1

Reçu Caratis

L'Inspecteur de l'Enregistrement



Vu les lettres n°s 011-C/DCAJT/SP, 028-C/DCAJT/SA et 49-C/DCAJT/SP des 27 mars, 13 juin et 21 août 1996 enregistrées respectivement sous les n°s 108/CS/CA, 228/GCS et 416/GCS, les 1^{er} avril, 13 juin et 22 août 1996 par lesquelles le Directeur du contentieux et Agent judiciaire du trésor a sollicité de la Cour, des prorogations de délai pour déposer ses observations au nom du Ministre des Finances ;

Vu les lettres n°s 575/GCS et 1130/GCS des 15 avril et 04 novembre 1996, par lesquelles les prorogations de délai sollicitées ont été accordées à l'Agent Judiciaire du Trésor ;

Vu les reçus n°s 566 du 14 novembre 1994 et 794 du 24 janvier 1996 constatant le paiement de la consignation légale ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi 90-12 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Oùï l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Considérant que les deux requêtes susvisées portent sur des faits connexes et concernent les mêmes parties ;

Qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule et même décision ;

Considérant qu'aux termes de l'article 68 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 susvisé, « le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification ;



Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision ;

Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet ;

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois susmentionnée ;

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou de l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent ... »

Considérant que le requérant a adressé au Ministre des Finances, le 10 mars 1993, un recours gracieux contre la note de service n° 35/MF/DC/CC/CP du 27 janvier 1992 par laquelle il a été suspendu de ses fonctions ;

Considérant cependant qu'il n'a saisi la Cour d'un recours pour excès de pouvoir contre la décision implicite de rejet du Ministre des Finances que le 10 août 1993 ; qu'ainsi, le délai prescrit par l'art 68 précité n'a pas été observé ; qu'il y a lieu en conséquence de déclarer ce recours irrecevable ;

Considérant en revanche que le recours introduit par le requérant le 31 août 1994 contre la lettre n° 263/MF/C/CP du 05 avril 1994 du chef du cabinet du Ministre des Finances est recevable pour être intervenu dans les forme et délai légaux ;

AU FOND

Considérant que le sieur AKITOYE Lawani Bouraïma fonde son recours sur :

- la violation de l'article 141 alinéa 1^{er} de la loi n° 86-013 du 26 février 1986, en ce que le Conseil de discipline ayant connu des faits qui lui étaient reprochés, lui a communiqué « séance tenante » le dossier disciplinaire, alors que ledit article impose à l'autorité administrative de communiquer à l'agent incriminé son dossier, aussitôt que l'action disciplinaire est engagée ;



- la violation de la chose jugée, en ce que le Ministre des Finances l'a mis en débet pour la somme de sept millions neuf cent dix mille cent soixante deux (7 910 162) francs « détournée », alors qu'il a été de ce chef, mis hors de cause par une décision de justice et que le juge disciplinaire ne doit pas donner aux faits, la qualification légale dont ils ont été purgés par « un arrêt ou un jugement d'acquiescement » ;

Sur le moyen du requérant tiré de la violation de l'article 141 alinéa 1^{er} de la loi n° 86-013 du 26 février 1986, sans qu'il soit nécessaire d'examiner le second moyen.

Considérant qu'aux termes de l'article 141 alinéa 1^{er} susvisé, « l'agent permanent de l'Etat incriminé a le droit d'obtenir, aussitôt que l'action disciplinaire est engagée devant le Conseil de discipline, la communication intégrale de son dossier individuel et de tous les documents annexes » ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier que le conseil de discipline mis sur pied par Arrêté n° 051/MFPTRA/DG/DACAD/D2 du 07 juin 1993, pour connaître des faits reprochés au requérant a débuté ses travaux le 28 juillet 1993 ;

Que le dossier disciplinaire n'a été cependant mis à la disposition de l'intéressé, aux fins de consultation, que le 19 août 1993, après la troisième séance dudit conseil de discipline ;

Qu'ainsi, les garanties édictées par l'article 141 alinéa 1^{er} sus énoncé et qui relèvent des droits de la défense n'ont pas été respectées ;

Qu'il échet dès lors d'annuler, avec toutes les conséquences de droit, les décisions prises dans ces conditions par le conseil de discipline et notifiées au requérant par lettre n° 263/MF/CC/CP du 05 avril 1994 du chef de Cabinet du Ministre des Finances ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours de Monsieur Lawani Bouraïma AKITOYE en date du 10 août 1993 contre la note de service n°

035/MF/DC/CC/CP du 27 janvier 1992 du Ministre des Finances est irrecevable ;

Article 2 : Le recours de Monsieur Lawani Bouraïmi AKITOYE en date du 31 août 1994 contre la lettre n° 263/MF/CC/CP du 05 avril 1994 du chef de Cabinet du Ministre des Finances est recevable ;

Article 3 : Les décisions contenues dans la lettre n° 263/MF/CC/CP du 05 avril 1994 sont annulées avec toutes les conséquences de droit ;

Article 4 : Les dépens sont mis à la charge du Trésor public ;

Article 5 : Notification de la présente décision sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative, **PRESIDENT** ;

Emile TAKIN }
et } **CONSEILLERS.**
Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI }

Et prononcé à l'audience publique du jeudi sept août deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, **MINISTERE PUBLIC** ;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**, **GREFFIER.**

Et ont signé

Le Président,



Le Rapporteur,



Le Greffier.




